

SES AVOCATS DÉNONCENT :

«Le général Benhadid est victime d'une vengeance»

«Je ne suis pas seulement triste pour Benhadid, mais pour l'Algérie qui recule au lieu d'avancer, pour la justice et ce qu'elle représente aujourd'hui.» M^e Bouchachi lance ces propos sur un ton las avant de tourner son regard vers M^{es} Mecheri et Bourayou. C'était au cours d'une conférence de presse animée hier pour alerter les médias et l'opinion publique sur «les dérives de la justice».

Abla Chérif -Alger (Le Soir) - Comme à son habitude, le collectif d'avocats chargé de la défense du général Benhadid a été dans l'obligation de recourir à une conférence de presse afin d'informer les Algériens de la gravité de la situation en cours. «Cet homme est en prison depuis près de neuf mois. Il est malade, âgé et doit subir la détention préventive pour avoir osé livrer son opinion sur le système en place. Logiquement, la détention préventive est appliquée pour des besoins d'enquête. Mais de quelle enquête s'agit-il dans le cas présent ? En huit mois, il a été écouté deux fois par le juge d'instruction, soit 1h30 approximativement».

M^e Bouchachi rappelle que la chambre d'accusation a une nouvelle fois prolongé le mandat de dépôt du général Benhadid à la fin du mois de mai dernier. «Oui je suis triste de voir où en est arrivée la justice algérienne». M^e Mecheri va plus loin dans ses propos. Selon lui, le maintien de son client en détention préventive tout au long de cette période n'est rien d'autre qu'un «acte de vengeance». «Tout ce qui se passe démontre aussi que la justice est aujourd'hui un outil de peur, on l'utilise pour terroriser, pour faire taire les citoyens (...) la justice est une menace, elle n'est plus une protection».

M^e Bourayou partage le même avis que ses confrères. Il se dit inquiet de voir la justice utilisée comme instrument destiné à «satisfaire les desideratas des décideurs». Il s'interroge ensuite sur les raisons du maintien en prison du général Benhadid «sans aucun acte de procédure». «Cela signifie qu'il n'y a rien dans cette affaire, poursuit-il. Le seul fait d'avoir cité le nom d'un décideur l'a envoyé devant la chambre criminelle. C'est l'expression d'un pouvoir qui utilise la justice pour ses seuls intérêts. Benhadid est-il donc dans une procédure de châ-

timent ? Ce que je peux vous dire c'est que les personnes à l'origine de cette situation ne resteront pas éternellement au pouvoir. Un jour elles s'en iront et la liberté retrouvera toute sa valeur».

Cette conférence de presse est aussi l'occasion pour ses avocats de s'exprimer sur le projet de loi interdisant aux anciens officiers de l'ANP de faire des déclarations publiques. Ce projet, estiment-ils, est «anti-Benhadid» et anticonstitutionnel puisqu'il dénie à des citoyens algériens le droit de s'exprimer alors qu'il est garanti par la



Le général Benhadid.

Constitution. «Je suis surpris, déclare M^e Bouchachi, tous les Etats avancent, l'Algérie recule. Je ne pense pas qu'une telle loi existe ailleurs. De par le monde les officiers sont soumis à des sanctions en cas de divulgation

de secrets, pas autre chose». M^e Bourayou veut clore la conférence sur un ton pessimiste : «Si cette loi est entérinée, elle sera le prélude à d'autres lois du même genre contre les avocats, les journalistes et la société civile».

Le général Benhadid a été arrêté à la fin du mois de septembre dernier suite à une interview où il accusait les plus hauts responsables du pays d'avoir mené l'Algérie à la faillite. Toutes les demandes de mise en liberté provisoire le concernant ont été systématiquement rejetées en dépit de sa santé précaire et de son âge avancé. Il est atteint de nombreuses maladies, dont une hernie discale qui s'est accentuée avec l'humidité de la prison et un diabète qui le rend insulino-dépendant. Pour faire valoir ses droits, Benhadid a observé une grève de la faim de quinze jours qu'il a suspendue suite à l'insistance de ses avocats et de sa famille. Hier, ses avocats ont tenu à rappeler qu'aucune plainte n'a été déposée contre leur client.

A. C.

FUITES DE SUJETS AU BAC 2016

Menasra dénonce un «grand scandale»

Le président du Front du changement qualifie les fuites de sujets de l'examen du baccalauréat 2016 de «grand scandale». Selon lui, la tutelle n'a pas été à la hauteur dans la gestion de cette affaire, notamment dans la prise de décision qui n'est pour lui que «tardive».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Abdelmadjid Menasra estime que les différentes réformes qui ont touché le système éducatif n'ont pas comblé les lacunes existantes. Pour lui, les réformes entamées par la ministre du secteur, Noria Benghebrit, «ne sont pas claires». «Elles ont été élaborées en cachette, l'on dirait qu'elles sont secrètes», a-t-il indiqué hier, lors du forum du changement organisé par son parti à Alger. D'ailleurs, poursuit-il, «toutes ces réformes du système éducatif depuis celles de Benzaghou à celles de Benghebrit ne tournent qu'autour de la langue, de la religion et de l'histoire».

Le président du Front du changement évoque également les fuites de sujets à l'examen du baccalauréat 2016 qu'il qualifie de «grand scandale». «Ces fuites témoignent d'une administration archaïque, de l'arrogance de la ministre et de la manière dont les

décisions ont été prises», ajoute-t-il.

Selon lui, la prise de décision devait être prise le même jour des fuites et non pas attendre la fin du bac. «Les fuites du bac en Algérie sont sans pareil», dit-il encore avant de citer l'exemple de l'Égypte où «il y a eu fuite de seulement deux matières au bac et la décision d'annuler ces examens a été prise et annoncée le jour même».

Menasra déplore, par ailleurs, l'impunité autour de cette affaire. «Pourquoi tous les responsables de ces fuites ne sont pas désignés et restent ainsi impunis ?», s'interroge-t-il. Insistant sur une enquête «transparente», il appelle aussi à durcir la punition des responsables des fuites. «La punition doit être sévère», dit-il encore.

Invité du forum du changement, le porte-parole du Cnapest (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement



Abdelmadjid Menasra, président du Front du changement.

secondaire et technique), Messaoud Boudiba, revient à son tour sur ce qu'il a nommé «scandale du bac». Selon lui, ce problème a été «dévalorisé» au vu de la «légèreté» dont il a été traité. «Aucune mesure responsable n'a été prise pour réhabiliter l'examen du bac», regrette-t-il. Il rappelle à cet effet, la position du Cnapest, celle de déterminer les responsabilités directes et indirectes ainsi que les personnes impliquées dans les fuites du bac 2016.

Boudiba assure, en outre, que des matières touchées par la fuite des sujets ne sont aujourd'hui,

pas concernées par les épreuves du baccalauréat à repasser.

De son côté, le président de l'Unpef (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation), Sadek Dziri, réitère la position de sa formation syndicale. «Nous avons voulu que l'examen du baccalauréat soit refait entièrement et non pas partiellement. Aujourd'hui, la date de l'examen à refaire a été choisie et c'est, d'ailleurs, mieux pour les candidats, tant que leurs connaissances sont encore fraîches», dit-il.

Ry. N.

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

Plus de 560 000 candidats admis au cycle moyen

Les résultats du premier examen national, 5^e, ont été annoncés depuis vendredi dernier. L'examen a enregistré 79,99% de taux de réussite. Soit sur les 705 460 élèves ayant passé l'examen de fin de cycle primaire, 564 368 sont admis à la première année moyenne.

Soulagement depuis vendredi pour les élèves de la cinquième année primaire. Ces derniers sont ainsi fixés sur leur admission au cycle moyen. L'examen a enregistré un taux de réussite de

79,99% soit 564 368 élèves ont obtenu la cinquième sur un nombre total de 705 460.

Les filles viennent toujours en tête du classement avec 84,16% du taux de réussite contre

75,32% du taux de réussite pour les garçons. Concernant les personnes aux besoins spécifiques, on recense 98,6% de réussite chez les non-voyants qui étaient au nombre de 139 et 93,58% d'admis concernant les handicapés moteurs au nombre de 358.

Les candidats ayant obtenu leur examen avec une moyenne de 10 sont au nombre de 318 et 50 136 élèves ont réussi avec

une moyenne entre 9 et 10. En 2015, le taux de réussite nationale était de 81,5% contre 83% en 2014. Le taux des élèves admis en première année moyenne n'est pas définitif. Puisque ceux n'ayant pas obtenu la moyenne à l'examen de la 5^e peuvent accéder au cycle moyen s'ils obtiennent 5 de moyenne avec leur moyenne annuelle et celle de la 5^e divisée par 2.

Ces derniers vont d'ailleurs découvrir à la rentrée prochaine de nouveaux ouvrages dans le cadre de la réforme scolaire.

Pour le projet de la suppression de l'examen de 5^e qui était à l'ordre du jour il y a une année, il semble avoir été renvoyé aux calendes grecques. Le département de l'éducation s'attelle dans l'immédiat à la réforme de l'examen du bac.

S. A.